



**HAL**  
open science

## Analyse sociale de la connaissance et études de cas

Pierre Willaime

► **To cite this version:**

Pierre Willaime. Analyse sociale de la connaissance et études de cas. Études de cas en épistémologie sociale. Argumentation, délibération publique et pratiques collaboratives, 22-2, Kimé, pp.5-11, 2018, *Philosophia Scientiæ*. hal-01815172

**HAL Id: hal-01815172**

**<https://hal.science/hal-01815172>**

Submitted on 28 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Introduction

Philosophia Scientiae 22/2

Pierre Willaime

## Analyse sociale de la connaissance et études de cas

L'épistémologie sociale est un domaine de recherche en construction. L'usage généralisé de cette expression trouve son origine dans la philosophie analytique contemporaine, bien que des auteurs en sociologie des sciences puissent également l'utiliser. L'épistémologie sociale répond à une exigence d'utilité publique, à un souci d'application de la philosophie de la connaissance à des problèmes de société. Mais son développement répond également à des questions théoriques soulevées par la philosophie de la connaissance contemporaine. Ainsi, l'épistémologie sociale se nourrit, certes, d'études de cas ; mais il ne faut pas en conclure que son application guide et structure à elle seule ses recherches. Un des défis importants de ce nouveau domaine est d'arriver à concilier l'analyse conceptuelle avec des études de cas, qu'elles soient théoriques ou appliquées. De plus, l'épistémologie sociale souhaite à la fois contribuer aux recherches contemporaines en philosophie de la connaissance et s'adresser à un public plus large, en recherchant une forme d'utilité publique. Ces deux projets ne sont pas faciles à combiner.

Le projet d'épistémologie sociale insufflé par Alvin Goldman (1999) a donc deux objectifs. Le premier est de développer une théorie de la connaissance (et de la justification) qui ne soit pas uniquement centrée sur les processus cognitifs individuels. Celle-ci se distingue de la plupart des thèses populaires ces dernières années en épistémologie par deux aspects. Tout d'abord l'épistémologie sociale soutient l'idée que nos croyances et connaissances ne dépendent pas seulement des sources « directes » (BOUVIER et CO-NEIN 2007, p. 18). Il faut comprendre ici par « source directe » le fait pour le sujet de pouvoir s'assurer directement, et de manière autonome, de la vérité d'une proposition (par exemple « il neige » lorsque je suis dehors à le constater). On peut citer comme sources directes de croyances nos perceptions ou encore notre mémoire. En l'absence de cette relation directe (que Russell nomme « acquaintance »), nous parlons d'une source « indirecte » de la croyance, c'est-à-dire médiée, qui est de l'ordre du témoignage, de la description. Le leitmotiv de l'épistémologie sociale est de critiquer l'accent mis, à tort selon elle, sur l'analyse des croyances issues de sources directes uniquement. Ce parti pris correspond à l'étude traditionnelle du sujet de la croyance considéré de manière isolé et comme pouvant justifier ses croyances. Dans ce paradigme évidentialiste, les croyances

produites de manière « directes » sont sensées être plus fiables et plus facilement justifiables que les croyances dont les sources sont « indirectes ». Cependant, l'épistémologie sociale souligne que, dans notre vie épistémique, nous dépendons principalement de croyances « indirectes » issues de différentes sources de témoignages. Elle met l'accent sur l'analyse des sources indirectes de croyances et tente ainsi de prendre en compte l'importance de nos interactions sociales, des groupes auxquels nous appartenons ou encore de nos institutions pour la formation de nos croyances.

L'autre aspect novateur (et polémique) de l'épistémologie sociale goldmanienne est de ne plus s'occuper de la justification interne de nos croyances. Si celles-ci dépendent d'une multitude de facteurs en dehors de notre portée, il semble impossible de pratiquer un examen exhaustif de nos raisons de croire. L'analyse introspective de la solidité de nos croyances semble vouée à l'échec. L'épistémologie sociale ne s'intéresse donc plus véritablement à l'évaluation des éléments de preuve dont dispose un individu pour soutenir une proposition. En lien avec son objectif d'utilité pratique, elle se concentre plutôt sur l'examen de la fiabilité des processus à l'origine de cette croyance. La question de la justification ne réside plus dans l'examen interne des raisons de croire mais dans son examen de la fiabilité du processus à l'origine de celles-ci. Avec ces deux caractéristiques, c'est-à-dire le refus d'un internalisme tant dans l'explication des croyances que dans leurs justifications, l'épistémologie sociale vise ainsi à réintégrer des aspects de nos vies épistémiques qui avaient été négligés par un certain goût pour l'introspection développé depuis Descartes et encouragé par tout un pan, internaliste, de la philosophie analytique contemporaine.

Le second but de l'épistémologie sociale réside dans son utilité sociale. Cet objectif pragmatico-épistémique consiste à évaluer de manière comparative nos pratiques épistémiques ordinaires. Une fois l'importance de ces pratiques pour l'épistémologie acquise, Goldman cherche un moyen de faire le tri entre les pratiques bénéfiques et les pratiques néfastes pour la quête de la connaissance (Goldman parlerait plutôt de quête de la vérité). La solution que Goldman retient consiste à identifier les processus épistémiques qui débouchent majoritairement sur des croyances vraies. Ces processus sont alors considérés comme fiables. Ce fiabilisme a l'avantage de ne pas dépendre de l'analyse épistémique de ces processus. Je n'ai pas besoin de savoir ce qu'est une justification pertinente pour suivre un processus qui s'est avéré, statistiquement, mener plutôt à la vérité. Dois-je m'adresser à un passant pour demander mon chemin dans une rue de Paris ? Goldman répondrait positivement si, dans le passé, cette action s'est avérée bénéfique plus souvent que néfaste. L'épistémologue sociale se livre alors à une forme d'enquête, tentant de conférer des indices de fiabilité aux processus à l'origine de nos croyances. Nous pouvons voir avec cet exemple trivial à quel point le fiabilisme permet d'intégrer des éléments contextuels ; demander son chemin à Paris n'est pas la même chose que dans une ville d'Amérique latine. Dans certaines régions, il est d'usage que les passants indiquent une direction, par politesse, sans avoir aucune idée de l'itinéraire qu'il nous faut emprunter. Le fiabilisme s'expose alors au risque du particularisme (autrement appelé le problème de la généralité) qui limiterait son application au processus instancié. Même si le fiabilisme échouait à répondre à ce problème, l'épistémologie sociale ne devrait pas être abandonnée pour autant. Elle ne dépend pas du fiabilisme

mais peut se construire sur d'autres théories de la justification (sous réserve que celles-ci prennent en compte le contexte de nos croyances). John Greco, par exemple, opère un rapprochement entre épistémologie sociale et épistémologie des vertus (GRECO 2010).

Les deux buts de l'épistémologie sociale ne sont pas faciles à combiner. Mettre l'accent sur l'évaluation des pratiques épistémiques revient souvent à délaissier l'analyse conceptuelle pour d'autres méthodes (par exemple la modélisation des groupes ou des interactions). Pourtant, l'analyse conceptuelle est nécessaire au développement d'une théorie sociale de la connaissance. La solution d'unification entre les deux buts de l'épistémologie sociale que propose Goldman contient elle-même cette tension : le fiabilisme des processus bien utile pour évaluer les pratiques, pose un certain nombre de problèmes conceptuels. Nous avons mentionné celui de la généralité ou de la généralisation mais nous pouvons également lui adjoindre celui de la valeur de la connaissance. Le fiabilisme assimile en effet croyance vraie et connaissance, ce qui est problématique pour beaucoup d'épistémologues. La notion de connaissance serait ainsi analysée de manière incomplète car nous échouerions à rendre compte de toutes ses subtilités.

\*  
\* \*

La difficulté d'articuler l'approche théorique de l'épistémologie sociale et l'approche appliquée vient également de la relation ambiguë qu'entretient l'épistémologie sociale avec le reste de la philosophie de la connaissance. Goldman (2010) défend une position sur ce point qu'il qualifie de *préservationniste*. Selon celle-ci, l'épistémologie sociale se contenterait d'introduire de nouveaux objets d'étude dans la philosophie de la connaissance traditionnelle pour en analyser la dimension sociale sans la modifier plus en profondeur.

Nous pourrions ainsi continuer à travailler dans le cadre d'une épistémologie individualiste tout en développant, à part, une épistémologie sociale. Ce projet préservationniste semble attirant car moins radical en ce qu'il permettrait de ne pas remettre en cause l'épistémologie classique ou traditionnelle. Certains auteurs historiques, qui ont proposé une analyse du témoignage (Hume et Reid sont souvent cités) faisait déjà de l'épistémologie sociale dans ce cadre. Les deux approches, sociale ou individuelle, pourraient cohabiter sans heurts. Cependant, on peut se demander si le développement d'une épistémologie sociale peut s'accompagner de la défense d'un internaliste de la justification ou d'un réductionniste au niveau du témoignage par exemple ? Il semble que non. L'épistémologie sociale paraît, au contraire, aller de pair avec certaines thèses (le refus du réductionnisme vis-à-vis du témoignage, l'externalisme, ...) voire certaines positions ontologiques ou métaphysiques. Développer à la fois une épistémologie individuelle et une épistémologie sociale reviendrait à scinder en deux la justification de nos croyances ; et à adopter une attitude ambiguë.

Le *préservationnisme* se distingue de l'*expansionnisme* et du *révisionnisme*. Ce dernier terme désigne, chez Goldman, les recherches en philosophie et sociologie des sciences qui partagent le présupposé d'une construction exclusivement sociale de nos connaissances. Cette position, fortement critiquée par Goldman, rassemble pour lui des auteurs

aussi divers que Rorty, Latour, Woolgar, Barnes, Bloor et Fuller. Si elle ne trouve pas grâce à ses yeux, c'est parce qu'elle se concentre sur des études de cas historiques et entend (dé)montrer la formation sociale des connaissances sans en proposer une analyse en termes épistémiques. Si Goldman est peu charitable avec ces thèses, c'est en partie parce qu'elles détachent l'épistémologie sociale du reste de la philosophie, ce qui va à l'encontre son projet d'unification. Il est bien sûr également très critique des partis pris relativistes, ou en tout cas purement descriptifs, qui soutiennent ces positions et développe de nombreux arguments en ce sens. Quant aux auteurs critiqués, ils reprochent à Goldman des études de cas construites, désincarnées et partant uniquement de problèmes théoriques (FULLER 2012, p. 7) (FULLER et COLLIER 2004, p. 59) (cf. CHEVALIER 2015 pour une présentation de l'opposition entre ces deux types d'épistémologie sociale).

Comme le souligne Pascal Engel (2007), il est facile de ne plus faire d'épistémologie en voulant faire de l'épistémologie sociale ; l'analyse des processus de formation de croyances peut facilement rester à un niveau purement descriptif et, par conséquent, ne pas inclure l'élément normatif auquel s'attache la philosophie de la connaissance. Inversement, il est également tentant de ne faire que de l'épistémologie classique — anti-réductionniste peut-être, mais toujours centrée uniquement sur l'individu — en voulant faire de l'épistémologie sociale. Les détracteurs de l'approche préservationniste lui reprochent ainsi de rester à un niveau d'analyse qui laisse de côté l'analyse des groupes ou des institutions sociales. Ceux-ci vont se retrouver dans une troisième approche, qualifiée d'*expansionniste*.

Cette position est discutée de manière beaucoup plus charitable dans l'épistémologie sociale goldmanienne. Celle-ci souhaite remettre en cause plus largement l'épistémologie traditionnelle : pourquoi conserver le cadre d'une philosophie de la connaissance contemporaine qui ne parle que du sujet ou des relations interpersonnelles ? se demandent les partisans de l'expansionnisme. Leur épistémologie sociale rompt avec la plupart des recherches récentes en philosophie de la connaissance. Nous pouvons alors considérer les groupes comme des entités susceptibles d'avoir des croyances et des attitudes intentionnelles comme le font GILBERT (1989), LIST et PETTIT (2011) ou TOLLEFSEN (2015). Un groupe n'est plus alors l'agrégat des individus qui le compose mais peut être le sujet d'attitudes épistémiques au sens strict. Cette épistémologie sociale expansionniste pratique ce que Goldman appellerait un inflationnisme ontologique, c'est-à-dire l'attribution d'intentionnalité à certaines entités sociales. Elle pose également l'épineuse question des conditions de justification d'une croyance de groupe. Pour finir sur ce point, nous pouvons noter que les allers-retours sont nombreux entre l'analyse du groupe en tant que sujet de croyance et celle de l'agent en tant que membre d'un groupe. La défense d'une conception intentionnaliste du groupe n'oblitére pas forcément l'analyse au niveau des agents ; Gilbert (2007), par exemple, propose une analyse des deux aspects en soulignant le coût social pour l'individu qui diverge de la croyance de son groupe.

L'expansionnisme comprend également un mouvement de naturalisation de l'épistémologie. Les recherches qui s'y rattachent utilisent de nouvelles méthodes telle la modélisation informatique des agents et groupes. Ces nouveaux outils computationnels peuvent schématiser certaines pratiques épistémiques et servir l'analyse de processus

telles que les cascades d'informations, les biais de confirmation ou le mimétisme social. Ils vont habituellement de pair avec un abandon des questions classiques en épistémologie (qu'est-ce que la connaissance, la justification, etc.) au profit d'interrogations plus concrètes (quelle méthode d'organisation permet à un groupe particulier de maximiser ses chances d'atteindre une connaissance? Est-ce que publier des résultats de recherche intermédiaires est bénéfique pour le résultat final pour un groupe de chercheurs?).

D'un point de vue pratique, cela permet une naturalisation de l'épistémologie en simplifiant la modélisation des groupes épistémiques et nous donne donc des outils pour évaluer et schématiser certaines pratiques épistémiques. L'épistémologie sociale tendrait alors à se développer séparément de l'épistémologie traditionnelle.

Dans le cas où nous ne serions pas satisfaits de cette séparation, il y a sans doute des espoirs de trouver une solution intermédiaire entre préservationnisme et expansionnisme; ainsi que l'atteste par exemple le développement d'une épistémologie sociale centrée sur l'agent et utilisant le cadre conceptuel de l'épistémologie des vertus, celle de John Greco (2010) ou Ernest Sosa (2007).

\*  
\* \*

Les trois positions que nous venons de décrire sont en lien avec le second but de l'épistémologie sociale : son utilité pratique. Il est souvent reproché à l'approche préservationniste de ne pas permettre d'études de cas empiriques. À l'inverse, l'approche révisionniste — qui, pour Goldman, ne doit pas être considérée comme de l'épistémologie sociale malgré l'usage du terme par certains de ses partisans — fait la part belle aux études de cas, principalement historiques. Peut-il y avoir un juste milieu entre une épistémologie sociale théorique n'utilisant que des études de cas détachées de la réalité (qui sont souvent plus proche de l'expérience de pensée que de l'étude de cas) et une épistémologie sociale abandonnant les questions traditionnelles de la philosophie de la connaissance?

Il semble que la séparation se fasse sur la question de l'utilité sociale de l'épistémologie. De nombreux projets d'applications en philosophie partent du principe que l'analyse conceptuelle a trouvé ses limites et qu'il nous faut d'autres méthodes pour faire progresser les recherches en philosophie de la connaissance. Ainsi, la philosophie expérimentale cherche à collecter et analyser nos intuitions morales ou épistémiques pour nourrir la recherche. Ces données du terrain permettraient de sortir d'une philosophie en fauteuil pour toucher à une « réalité » qui serait représentée, de manière problématique, par la combinaison des intuitions personnelles.

L'épistémologie sociale, dans son acceptation goldmanienne, promeut une tout autre forme d'application. Elle ne veut pas rompre avec la méthode de l'analyse conceptuelle mais mettre celle-ci au service de problèmes concrets. Ce souci d'application de la philosophie de la connaissance peut être incarné par un ouvrage de David Coady intitulé *What to Believe Now : Applying Epistemology to Contemporary Issues* (2012). Même si le caractère appliqué et l'aspect social de l'épistémologie ne se chevauchent pas totalement, ils appellent tous deux de leur vœux un retour de l'épistémologie dans la vie

publique. Ce tournant « appliqué » est une réaction bien normale à la séparation récente de l'épistémologie et de l'éthique.

Loin de vouloir révolutionner la philosophie, l'épistémologie sociale ne souhaite en fait que remettre au goût du jour des questions très anciennes : que puis-je croire, en qui puis-je avoir confiance, comment acquérir des connaissances ?

## Références

- BOUVIER, Alban et Bernard CONEIN, éd. (2007), *L'épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, Collection Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale 17, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 316 p.
- CHEVALIER, Jean-Marie (2015), « Les deux sources de l'épistémologie sociale », in : *Cahiers philosophiques* 142, p. 73-91.
- COADY, David (2012), *What to Believe Now : Applying Epistemology to Contemporary Issues*, Chichester, West Sussex ; Malden, MA : Wiley-Blackwell, 202 p.
- ENGEL, Pascal (2007), « Une épistémologie sociale peut elle être aléthiste ? », in : *L'épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, sous la dir. d'Alban BOUVIER et Bernard CONEIN, Collection Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale 17, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 81-102.
- FULLER, Steve (2012), « Social Epistemology : A Quarter-Century Itinerary », in : *Social Epistemology* 26.3-4, p. 267-283.
- FULLER, Steve et James H. COLLIER (2004), *Philosophy, Rhetoric, and the End of Knowledge : A New Beginning for Science and Technology Studies*, 2nd ed, Mahwah, N.J : Lawrence Erlbaum Associates, 367 p.
- GILBERT, Margaret (1989), *On Social Facts*, Routledge.
- (2007), « Croyance collective et changement scientifique », in : *L'épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, sous la dir. d'Alban BOUVIER et Bernard CONEIN, Collection Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale 17, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 239-254.
- GOLDMAN, Alvin I. (1999), *Knowledge in a Social World*, Oxford ; New York : Clarendon Press ; Oxford University Press.
- (2010), « Why Social Epistemology Is Real Epistemology », in : *Social Epistemology*, sous la dir. d'Adrian HADDOCK, Alan MILLAR et Duncan PRITCHARD, Oxford University Press, p. 1-28.
- GRECO, John (2010), *Achieving Knowledge : A Virtue-Theoretic Account of Epistemic Normativity*, Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 205 p.
- LIST, Christian et Philip PETTIT (2011), *Group Agency : The Possibility, Design, and Status of Corporate Agents*, Oxford University Press, 249 p.
- SOSA, Ernest (2007), *A Virtue Epistemology : Apt Belief and Reflective Knowledge, Volume I*, Oxford, New York : Oxford University Press, 164 p.
- TOLLEFSEN, Deborah (2015), *Groups as Agents*, Malden, MA : Polity, 155 p.